CD# 150F
P103/190C

K0169882

Nom du traducteur: Furufuru Leopold

Date de traduction: 2 août 1995

Identification de la cassette: RTLM no. du 02.04.94

ce56/95 (soir-1)

c.57/k95

Face A

Date d'enregistrement de la cassette: 02.04.95

ICTR-99-52-T
PROS. EXH. P103/190C
TENDERED ON 12-7-2002

Orateur: NKOMATI Emmanuel, journaliste de la RTLM

[Tout au début de la cassette à la face A, le journaliste commence par présenter la radio d'émission et présente ses salutations aux auditeurs du pays tout entier préfecture par préfecture et leur souhaite une bonne soirée.]

[Le même journaliste continue en remerciant des personnes qui auraient sponsorisé un concours initié par la radio télévision des mille collines en sigle RTLM. Avant qu'il ne continue, intervient un autre qui commence par s'excuser du retard qu'ils ont accusé avant de présenter le journal.]

Il n'y a pas eu beaucoup d'informations aujourd'hui, nous accorderons plus d'importance à la conférence de presse tenue par le parti CDR [Le sigle signifie Coalition pour la Défense de la République] à son siège ici à Kigali. Mais avant de continuer, un mot sur le communiqué publié par le Premier Ministre Madame Uwilingiyimana Agathe. Nous avons toujours dit que cette femme est le lance-voix des Inkotanyi, [Inkotanyi est le nom des combattants du FPR lors du maquis] parce que nous nous sommes toujours élevés contre ce genre de discours. Les rwandais se sont élevés contre ce genre de discours parce qu'ils sont pleins de malices et sont de nature à dérouter. Contraindre le Chef de l'Etat à s'adresser à la Nation relève de la tactique de l'ennemi [implicitement Inkotanyi. Le contraindre à dire ceci ou cela sur tel ou tel autre sujet à fait l'objet de nos contestations parce que ceci n'est que le piège que lui tend les Inkotanyi. Que le Premier Ministre Agathe Uwilingiyimana soit le lance-voix du FPR, chaque rwandais le sait; elle devrait

cesser ce genre d'agissements. Encore une fois, dire qu'aucun parti politique implicitement pour le Premier Ministre, le parti CDR, ne peut empêcher la mise en place des Institutions de transition, nous rappelons qu'aussi longtemps que chaque parti politique a le droit de participer aux Institutions de transition, rien ne peut l'empêcher d'y participer quand il remplit toutes les conditions. Dire que le Chef de l'Etat doit faire des déclarations sur ceci ou cela, pour nous il a tout fait, que l'on nous dise ce qu'il a négligé de faire.

Rwandaise, Rwandais, ce communiqué rendu public par le Premier ministre n'est qu'un paravent qui vise à distraire le peuple. Vous devez être vigilants pour pouvoir sonder le véritable message de chacun. Nous vous avons dit qu'elle ne parle que pour les Inkotanyi, elle vit avec les Inkotanyi et collabore avec eux; elle ne dit rien qui soit bénéfique pour les rwandais. Les problèmes du parti MDR et du parti PL sont connus de tout le monde, tantôt le Premier Ministre dit que tout le monde s'est mis d'accord, tantôt elle dit que les problèmes subsistent. Nous en avons assez, nous ne voulons plus de ce genre de communiqué.

Pour revenir à la sécurité, les gens sont assassinés ici et là et d'autres échappent de justesse. Pour vous donner l'exemple sur moi, dans la nuit de jeudi, j'ai échappé de justesse, les Inkotanyi ont failli me tuer mais il m'avaient prévenu en avance dans la matinée du jeudi, ils m'ont lancé des paroles inconvenantes et méchantes mais tout simplement, je leur ai dit que chacun aura son tour, que tout le monde mourra un jour, que leurs intimidations ne vont pas nous empêcher de tout dire, nous dirons tout, nous découvrirons tout ce qui est couvert sans faire attention à leurs intimidations, ils n'ont qu'à faire ce qu'ils veulent.

Aujourd'hui le samedi 2 avril 1994 le Parti CDR a tenu une conférence de presse à son siège.

Etaient présents:

- Nahimana Théoneste 1^{er} vice président du parti
- Misago Rutegisha Antoine, 2^{ème} vice president
- Barayagwiza Jean Bosco, conseiller du comité exécutif
- et Maître Nzabandora l'avocat du parti.

La conférence s'est articulée sur deux sujets suivants comme nous les a communiqués monsieur Nahimana Theoneste. En premier, un sujet politique relatif aux embûches dont est à l'origine le FPR et ses complices et qui empêchent la mise en place des Institutions de transition à base élargies, il y a aussi un sujet relatif à l'insécurité qui prévaut actuellement. A propos des embûches dont le FPR est à l'origine dans le but d'empêcher le parti CDR de participer aux organes de transition à base élargie comme le lui reconnaît les Accords de paix d'Arusha et d'autres lois qui nous régissent au Parlement de transition à base élargie. Nous nous demandons pourquoi le FPR continue d'adopter une telle attitude, s'en est trop et c'est inquiétant. Nous allons vous faire entendre le contenu d'un communiqué que nous tenons du deuxième président du parti CDR.

Orateur: MISAGO RUTEGESHA Antoine 2^{ème} Vice président de la CDR

Le comité exécutif du parti CDR s'est réuni ce 2 avril 1994 et a examiné des sujets relatifs à la politique et ceux relatifs à l'insécurité qui prévaut dans le pays. A propos de la mise en place des organes de transition à base élargi, le parti CDR informe les rwandais de ce qui suit: - Le FPR et ses complices du parti PSD avec certaines personnes individuellement comme Madame Uwilingiyimana Agathe, Twagiramungu Faustin, Nayinzira Jean Népomucène et Ndasigwa Landouard du parti PL tendance tutsi. Le FPR utilise ces gens qui désirent accéder au pouvoir individuellement pour essayer d'avoir de son côté tout le pouvoir au Gouvernement et au Parlement de transition à base élargie. Et c'est pourquoi ces gens ont créés un cartel dont le but est d'empêcher ceux qui ne sont pas de leur tendance politique de participer aux organes de transition a base elargie.

Le Gouvernement actuel doit se reunir dans l'immédiat pour coordonner et publier les listes des députés qui auront été présentées par des organes agréés des partis qui vont participer aux organes du Gouvernement et du Parlement de transition à base élargie sans oublier le parti CDR.

Cette tâche ne doit pas être dévolue à madame Uwilingiyimana Agathe uniquement parce qu'elle penche du côté FPR. Le Parti CDR est décidé à occuper sa place au parlement comme et il remplit les conditions qui sont prévues par les articles 61 et 80 des Accords relatifs au partage du pouvoir signés le 9 janvier 1993.

Aucun parti politique, aucune institution administrative et aucune personne individuellement n'a le droit de priver le parti CDR de sa place au Parlement de transition. C'est pourquoi monsieur Kavaruganda président de la Cour constitutionnelle, le FPR, les partis PSD, PDI et PSR doivent donner les documents renfermant le code d'éthique politique qui va guider les partis politiques lors de la transition pour que le parti CDR les signent aussi.

Le FPR doit éviter encore une fois ses manoeuvres qui sont de nature à priver le parti CDR de sa place au Parlement de transition à base élargie. Le FPR n'a plus le droit de contrôler si les Accords de paix ont été respectés car il a perdu ce droit avec la signature des Accords de paix d'Arusha le 8 août 1993.

Au juste ce contrôle a été fait lors de la signature des Accords comme le dit l'alinéa 2 de l'article 61 des accords relatifs au partage du pouvoir de transition.

Les décisions résultant de ce contrôle apparaissent à l'alinéa 1 de l'article 61 et à l'article 62 là où on parle du nombre de députés. Il a été décidé par la même occasion que les partis politiques qui étaient agréés à ce moment y compris le parti CDR allaient participer au Parlement. Et d'ailleurs sur la liste se trouvant sur la page 3 des principes devant guider les partis politiques pendant la transition à base élargie appelés code d'éthique politique, le CDR y figure.

Le contrôle du respect de ce code d'éthique va être fait par le conseiller qui s'occupera de la réconciliation et de la coexistence harmonieuse entre Rwandais prévu à l'article 81.

Il est clair que le FPR ne doit pas s'ériger en contrôleur d'autres partis parce que lui aussi doit être soumis au contrôle.

Le parti CDR profite de l'occasion pour remercier le médiateur et tous les pays qui ont suivi de près les Accords de paix pour avoir soutenu l'idée que tous les partis politiques agréés participent au Parlement de transition y compris le CDR. Le parti CDR se réjouit du fait que 13 partis

politiques sur les 16 qui sont agréés pour participer aux organes de transition à base élargie soutiennent que lui aussi y participe tout au début et sans autres exigences.

C'est clair que seul le FPR entretient des manoeuvres de nature à priver la CDR sa place aux organes de transitions, et c'est le FPR qui doit répondre du temps que prend ces organes de transition pour être mis en place.

A propos de l'insécurité qui prévaut partout dans le Pays, le parti CDR s'élève contre la façon de faire du Gouvernement actuel qui ne fait pas son travail pour protéger la sécurité du peuple. Ce qui fait de la peine c'est que le Premier Ministre Madame Uwilingiyimana Agathe s'est confiée au FPR alors qu'elle sait que c'est lui qui a apporté au Rwanda tant de malheurs surtout l'assassinat des innocents.

Le parti CDR demande aux partis politiques qui composent le Gouvernement actuel de prendre des décisions précises et sûres ainsi que de se mettre en pourparlers pour mettre en place un Gouvernement capable de protéger la sécurité du peuple et d'empêcher les assassins du FPR-escadron de la mort de continuer à massacrer les gens un a un.

Ce Gouvernement doit être représentatif au lieu de pencher du côté FPR.

Le parti CDR s'élève contre le FPR à cause des assassinats qu'il a opérés sur ses adhérents - son président Bucyana Martin et Ingabire Alphonse Katumba, que les assassins du FPR ont assassinés récemment le 30 mars 1993. Si le Gouvernement ne fait rien pour protéger les innocents, les Impuzamugambi [ce dernier mot représente le nom que se donnaient les adhérents du parti CDR] vont tout faire pour se protéger en faisant avorter les méchants projets des assassins du FPR qu'ils ne peuvent plus supporter.

Fait à Kigali le 2 avril 1994.

K0169887

Orateur: NKOMATI Emmanuel

Vous écoutez monsieur Misago Rutegsha Antoine deuxième vice-président du parti CDR qui vient de nous présenter le communiqué qui a sanctionné la conférence de presse que ce parti a tenu. Je vous rappelle que cette conférence de presse a rassemblé plusieurs journalistes de différents organes de presse.

[Le journaliste annonce la fin du journal et invite les auditeurs à suivre dans un court instant les annonces et communiqués] [Premier communiqué non achevé suivi d'un intermède musical.] –

[Le reste de la face A de la cassette est vierge.]

FIN DE LA FACE A

- Orateur Jean Bosco BARAYAGWIZA, conseiller politique de la CDR:

Sincèrement, que c'étaient les contacts à caractère global. C'est-à-dire qu'on allait discuter de tous les problèmes euh... qui... qui nous regardent tous dans ce pays. Les... les problèmes sur la question ethnique principalement, euh...les problèmes sur les destructions du FPR, sur la guerre, sur...(il tousse), excusez-moi, euh... sur euh... l'option du FPR de prendre le pouvoir par la force et par la guerre... Nous on croyait qu'on allait discuter de toutes ces questions.

Mais quand euh...la réunion a commencé, le conseiller du Représentant spécial nous a prié de limiter les contacts sur la question de l'entrée du parti CDR à l'Assemblée nationale de transition. C'était la première réunion du 24 euh...mars 93.

Euh... le FP... la... la réunion évidemment s'est terminée sans résultat positif puisque le FPR a continué à penser que le parti CDR n'est pas qualifié d'entrer à l'Assemblée nationale de transition euh... sous prétexte que le parti CDR serait un parti violent.

Nous avons euh... évidemment le FPR n'a pas pu donner des preuves sur les violen...et même des faits, n'a pas pu donner des faits ni des preuves sur les violences qu'aurait commises le parti CDR.

Euh... nous... il a essayé de donner quelques faits mais nous... nous les avons réduits à néant parce que il n'y avait pas de causes à effets entre le comportement du parti CDR et ces faits présentés par le parti FPR.

Par contre, le FPR a été incapable de répondre aux accusations de toute la population et particulièrement aux accusations du parti CDR euh... qui reconnaît et qui affirme que tous les maux que nous avons dans ce pays euh... découlent de la guerre provoquée par le parti FPR, par le FPR et ses escadrons de la mort. Et que même tous les assassinats qui se commettent dans le pays, sauf les assassinats par des bandits, mais que la...tous les assassinats politiques sont... sont commises... (il tousse) sont commises par le FPR. (Il se racle la gorge).

Euh... (il se racle la gorge), je m'excuse. Le FPR, voyant que il n'avait plus d'argument, a refusé de continuer le dialogue. Parce que euh...tout le monde avait souhaité que le FPR puisse dialoguer

avec le parti CDR pour lever tous les équivoques qu'il y avait entre nous. On devait se réunir euh... je crois le vingt...six. Nous sommes allés au lieu de rencontre mais euh... le FPR n'est pas venu et depuis lors il y a plus eu de contact avec cette organisation que nous appelons terroriste. Au contraire, le FPR a continué ses actes terroristes pour essayer de provoquer le parti CDR et trouver peut-être, et trouver peut-être des... des... des preuves qu'il n'avait pas pu trouver avant. Et c'est dans ce cadre euh...que nous situons l'assassinat euh... de monsieur KATUMBA, KATUMBA qui était un grand militant et un grand leader parmi les jeunes du parti CDR. Ils l'ont assassiné en ce moment euh... parce que justement ils recherchaient les émeutes, euh... ils recherchaient euh... des troubles inter-ethniques pour que ils disent voilà c'est le parti CDR qui a provoqué tout ça, ce parti qui prétend qu'il ne fait pas de violence et qui cherche à entrer à l'Assemblée nationale de transition.

Vous avez remarqué que le lendemain de l'assassinat de monsieur KATUMBA, euh...des jeunes Tutsis ont circulé dans toute la ville pour arrêter... pour arrêter la circulation en disant que euh... les...les...le... les jeunes de... du parti CDR sont en train de réquisitionner les minibus, alors que c'étaient des jeunes Tutsis qui le faisaient. Ils sont... ils ont circulé dans toute la ville en disant "Euh... fuyez, le parti CDR va attaquer, les jeunes Impuzamugambi sont en ville" et ils ont fait fermer les boutiques dans le quartier commercial. Les gens ont fui en débandade. Je ne sais même pas s'il y a pas eu d'accident parce que les gens euh... sont très perméables à... aux... aux informations ou à la désinformation du FPR et de ses agents.

Euh... quelle ne peut être l'attitude du parti CDR, surtout de la... de notre jeunesse face à ces assassinats?

Je puis vous dire que nous avons appelé au calme. Nous avons appelé au calme parce que nous sommes persuadés que les émeutes et éventuellement les vengeances collectives, les représailles collectifs euh... ne portent préjudice généralement qu'à des innocents. Alors que euh... les assassins courent toujours.

Nous avons pensé que il fallait laisser la chance... encore une autre chance au service de sécurité, au parquet, à la gendarmerie et... peut-être à la MINUAR de pouvoir retrouver les assassins. Parce que il y a certaines traces. Il y a euh...d'abord des gens qui menaçaient, publiquement presque, qui le disaient... à tout passant que KATUMBA allait être assassiné. Il y a donc des...des... des pistes qui peuvent être explorées. Evidemment nous avons dit dans notre communiqué euh... in fine que les Impuzamugambi ne pourront pas être patients jusqu'à l'éternité. La patience a des limites. Et surtout que les provocations euh...du... des escadrons de la mort du FPR ont dépassé le seuil de tolérance.

Nous appelons le gouvernement à prendre ses responsabilités, à protéger la population et particulièrement à protéger les adhérents du parti CDR. Si le... gouvernement rwandais manque à ses obligations, là évidemment on sera obligé de se défendre. Parce que euh... nous avons peur qu'on ne retombe dans la situation qui prévaut... qui a prévalu ces derniers jours à Bujumbura, où la population était investie pratiquement par les forces armées et nous on risque d'être investis par les forces du FPR si nous ne parvenons pas à nous défendre. Les Hutus du Burundi ont été très courageux. Ils n'avaient d'armes et pourtant ils sont parvenus à endiguer les assauts des... des blindés de l'armée euh... de BIKOMAGU. Et nous croyons que les nôtres, les *Impuzamugambi*, bien que n'étant pas armés, ils pourront se défendre contre les escadrons de la mort du FPR, éventuellement même pourchasser ces assassins. (Petit moment de silence).

- Orateur **Philippe MBILIZI MULONDA, journaliste de la CDR:**

Voilà c'était la voix de monsieur Jean-Bosco BARAYAGWIZA qui, contrairement à ce que je venais de dire, est conseiller politique au sein de la Coalition pour la défense de la République. Les questions qui ont surgi... parmi ces questions: le sort à réserver au gouvernement actuel qui ne semble pas jouer correctement son rôle. A cette préoccupation Antoine répond.

- Orateur **Antoine MISAGO RUTEGESHA :**

Bon. Le gouvernement actuel ne fonctionne pas. Il est non fonctionnel. La seule personne qui fonctionne dans ce gouvernement c'est madame UWILINGIYIMANA Agatha qui prend des décisions au nom de tout le gouvernement. Cela d'ailleurs elle l'a confirmé, elle l'a déclaré dernièrement euh... dans un communiqué radio-diffusé que vous pouvez retrouver, euh... pour dire que il n'a ... elle n'a plus de pouvoir, que le gouvernement n'a... n'a... ne peut plus fonctionner comme il faut. Eh... le problème c'est que justement avec le blocage du FPR pour mettre en place les institutions de transition qui restent, à savoir l'Assemblée nationale de transition et... le gouvernement, on ne sait pas exactement ce qui va se passer parce que Agathe ne veut pas quitter. Normalement, euh... les forces progressistes, c'est-à-dire les ministres progressistes republicains qui voient le... l'hétacombe (sic) je peux dire euh... du peuple rwandais, et de ceux qui défendent euh... la ré... la république devraient réagir et dissoudre ce gouvernement. Ça c'est une chose. Une autre chose c'est que le président de la République qui a été élu euh... par la population, qui a été reconnu par les accords d'Arusha et qui est entré dans ces forces devrait prendre ses responsabilités et exiger du gouvernement de fonctionner en entier ou alors si un gouvernement ne fonctionne pas, ce n'est ... il n'est pas... il n'est plus fonctionnel, et il doit être dissout pour que on

mette un gouvernement fort. C'est ce que nous demandons maintenant, et nous... nous portons la voix, le porte-parole de la masse populaire qui en a marre.

Eh... le peuple qui est pris en otage, vous savez comment le peuple se secoue le joug quand il est sous un... sous le joug justement. Le peuple quand il en a marre, eh bien, il extériorise sa force. Et c'est ce que madame UWILINGIYIMANA Agatha qui se dit premier ministre d'un gouvernement qui n'existe pratiquement pas dans les faits, elle devrait savoir, parce que quand, c'est ce que nous disons dans notre communiqué, il manque la défense, il manque le droit, il manque la justice, le peuple prend tout en charge. Il prend tout en main et fait ça lui-même. Et c'est ce que elle devrait... et ce que nous avertissons... nous avertissons euh...pour que elle puisse sentir que le peuple qui en a assez doit avoir le temps de voir ceux qui peuvent les diriger comme il faut, et laisser que le peuple prenne ça de force et à sa façon.

- Orateur Philippe MBILIZI MULONDA:

Voilà chers amis auditeurs, et maintenant que ferait la CDR si le gouvernement de transition ou disons les institutions de transition entraient sans ce parti? Mais aussi celui qu'on a appelé l'avocat de la CDR, maître NZABANDORA euh... parle d'abord des enquêtes sur les meurtres de... sur la mort de BUCYANA et comment le dossier évolue.

- Orateur Maître NZABANDORA Célestin, avocat de la CDR:

Effectivement comme il a demandé euh...après l'assassinat du président du parti CDR à... Butare, les organes judiciaires de la région ont directement entamé l'enquête, des recherches et... qui sont en train d'aboutir notamment le parquet de la République à Butare qui a le dossier en mains et il a pre... presque je dirais bien presque clôturé parce que plus de 8 personnes ont été arrêtées. Et leurs interrogatoires prouvent à suffisance la réalité des faits mais il y a eu si je pourrais porter à la connaissance... de la population, il y a eu euh... comment dirais-je des... des intimidations, des... des menaces euh... sur la personne des gens qui... qui menaient afin qui mènent d'ailleurs jusqu'à présent ce dossier de la part de certaines autorités à Butare, notamment il y a la gendarmerie qui s'est très mal comportée euh... dans ce dossier, puisqu'il n'a même pas voulu intervenir lors de l'assassinat, il était de... il a été porté quand même à leur connaissance que le président a été poursuivi. Ils n'ont pas voulu intervenir. Ils n'ont intervenu que euh...pour récupérer le corps après quelques heures, enfin du laissé, quoi! Et ils ont alors continué leurs manoeuvres malheureux, je dirais malheureuses parce qu'ils ont...ils sont en train d'intimider, mais d'autres forces progressistes euh... se sont intercalées entre ceux qui ne veulent pas que les enquêtes

continuent, et ceux... ceux qui confectionnent le dossier, maintenant il y a je dirais bien l'aisance, le dossier est en train d'être constitutionné (sic), clôturé d'ailleurs aisément, eh...les gens sont arrêtés... ont été arrêtés.

Donc, je crois que d'ici peu le dossier soit transmis au Tribunal de première instance de Butare, euh...c'est alors là que vous...si vous le voudrez vous pourrez bien suivre le déroulement des débats lors du procès. On vous tiendra informés. Je vous remercie.

- Orateur Philippe MBILIZI MULONDA:

Voilà, il est...(interruption) minutes à Kigali. Des signes avant-coureurs de la guerre sont en train de créer une certaine peur au sein de la population. Mais pour la CDR la peur est à exclure, mais il faut plutôt prendre des précautions.

- Orateur non identifié:

...et qui concerne la guerre qui menace. La guerre qui... risque d'éclater à nouveau. Oui, la guerre est possible et il y a des signes qu'on appelle avant-coureurs. Le FPR euh... continue à proférer des menaces. Il dit: "Eh bien si on ne fait pas ce que je veux, si on n'exclut pas la CDR des institutions de transition, eh bien euh... la guerre va recommencer, reprendre". Et même lorsque nous étions eh... en audience chez le premier ministre, madame UWILINGIYIMANA Agathe, elle nous a presque confirmé ça. Elle a dit "Eh bien, si la CDR ne fait pas de concessions, si elle ne laisse pas... si la CDR ne laisse pas aux... les autres forces politiques, les autres partis mettre disons les institutions en place sans elle, donc sans la CDR, eh bien, la guerre risque d'éclater".

Donc pour nous la guerre est possible, mais c'est pour cela que ce que nous faisons, nous appelons le peuple à se préparer, à faire face à... aux attaques du FPR. Nous demandons bien entendu aux

forces armées d'être prêtes pour que si le FPR prend le risque de rouvrir les ho... les hostilités, il puisse avoir une leçon... une leçon qu'il n'oubliera jamais. [applaudissements].

Alors, il y a une question qui est liée à la première, à la précédente:

Le journaliste dit: "Eh bien que feriez-vous... que ferez-vous si les institutions de transition sont mises en place sans vous"?

Eh bien, mon cher ami, je vous rappelle, mon cher ami, excusez-moi, eh... la question ne se pose plus en ces termes. Maintenant le FPR est isolé. Il est isolé. Il se débat maintenant. Il est isolé par

la communauté internationale. Vous avez entendu le communiqué qui a été eh...diffusé eh... par eh... les... représentants diplomatiques accrédités au Rwanda. Tous soutiennent sans ambages que la CDR occupe son siège au sein de l'Assemblée nationale de transition. On vient de me remettre le texte de ce communiqué eh... qui a été... (il tousse et se racle la gorge), excusez-moi, ce communiqué qui a été émis le 28 mars 1994 et qui a été signé par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, le Nonce apostolique, l'Ambassadeur des Etats unis, celui de France, l'Ambassadeur de Belgique, l'Ambassadeur d'Allemagne, le Représentant du Facilitateur, l'Ambassadeur du Zaïre, celui de l'Uganda, le Chargé d'affaires du Burundi, eh... le...le communiqué dit entre autre (il se racle la gorge) que tous les signataires sont d'avis, après examen des dispositions pertinentes du protocole d'accord sur le partage du pouvoir, que tous les partis politiques agréés au Rwanda, à la date de signature de ce protocole et le FPR doivent être représentés à l'Assemblée nationale de transition dès sa mise en place à condition qu'ils respectent l'accord de paix. Donc, vous voyez, l'environnement international a... est de notre côté sur ce... donc de ce côté là, le FPR est isolé.

Sur le plan..., à l'intérieur du pays aussi, il y a euh...un... une motion qui a été signée par 12 partis politiques euh...donc agréés au Rwanda. Donc 13 partis sur 16 agréés au Rwanda soutiennent que le... parti CDR entre dans l'Assemblée nationale de transition eh...sans condition préalable, conformément à l'accord de paix d'Arusha et aux... aux lois en vigueur.

Eh... le peuple rwandais, dans son écrasante majorité, soutient que également la CDR prenne son siège. Donc, mon cher ami, la question ne se pose plus. La question de savoir si la transition...si plutôt les institutions de transition sont mises en place sans la CDR... On envisage plutôt et c'est ce que nous recommandons si le FPR s'entête, il faut plutôt envisager les voies et moyens d'exclure le FPR des... des institutions de transition puisque elle ne veut pas qu'on applique les accords d'Arusha. Elle ne veut pas qu'on applique la loi.

Qui soutiennent euh...que la CDR occupe son siège à l'Assemblée nationale de transition? J'ai ici, j'ai ici la déclaration du parti démocrate qui est signée par son secrétaire général, KARUMUHINZI Laurien, bien que eh... ce parti n'a pas voulu signer le code d'éthique politique, eh bien, il dit que il n'y a pas de raison qu'on empêche la CDR d'occuper son siège à l'Assemblée nationale de transition.

- Orateur Philippe MBILIZI MULONDA:

K0169894

Enfin, ne soyez pas surpris un jour d'apprendre que la CDR traîne madame Agathe UWILINGIYIMANA, premier ministre au tribunal. Le problème c'est que madame le premier ministre, selon la CDR, a tenu des propos injurieux sur les antennes de Radio Rwanda, la CDR a demandé un droit de réponse, au lieu d'avoir la réponse de madame le premier ministre, le directeur de l'ORINFOR a renforcé les déclarations de madame le premier ministre comme pour confirmer que la CDR est un parti violent.

Je ne vous en dit pas plus, écoutez plutôt monsieur Jean-Bosco BARAYAGWIZA, conseiller politique au sein de la CDR.

- Orateur Maître Célestin NZABANDORA, avocat de la CDR:

Eh... nous avons effectivement demandé un démenti à la radio. Euh...le démenti nous a été refusé, un refus catégorique et d'ailleurs par écrit. Euh... le refus catégorique...

- Orateur Philippe MBILIZI MULONDA:

Ça c'est la voix de maître NZABANDORA qui sera bien sûr complété par Jean-Bosco BARAYAGWIZA.

- Orateur Maître Célestin NZABANDORA:

Nous avons effectivement demandé un démenti à la radio, eh... le démenti nous a été refusé, un refus catégorique et d'ailleurs par écrit. Euh... le refus catégorique est contenu dans la lettre du 1^{er} avril 94, signée par le directeur de l'Office rwandais d'informations (ORINFOR), Jean-Marie Vianney HIDJO (sic).

Que monsieur MBILIZI...en fait la question est pertinente parce que comme nous l'avons bien spécifié à... un peu plus haut, nous avons dit que il y a certains dirigeants qui se sont rangés catégoriquement et officiellement et tellement du côté du FPR. Et ceci... le contenu de cette lettre euh...qui nous refuse un démenti, c'est l'énumération des actes, des exactions qui selon lui seraient... auraient été commises par euh...le parti CDR. On n'en cite que quatre. Il dit que c'est bien radiodiffusé ect..., mais il y a pas de preuves, ce sont des... ce sont des moyens justement qu'ils utilisent pour que... comme vous l'avez dit, les preuves à charge du parti CDR s'augmentent

eh...en faveur du FPR pour que celui-ci ou ce dernier puisse renforcer son prétexte de ne pas s'asseoir avec le... le parti CDR euh... dans les institutions de transition à base élargie.

Ceci alors c'est quoi? Ce refus constitue... constitue un délit. Euh...le directeur de l'ORINFOR nous a refusé notre droit, eh...le refus si on te refuse ton droit tu as le droit de le réclamer par la voie judiciaire. [des rires des auditeurs]. Et tu sens alors, la juridiction saisie jugera euh...de votre saisie et nous en avons justement une preuve ce ne sont pas...ce serait pas plutôt en l'air, vous voyez la lettre écrite dont je viens de citer d'ailleurs la date et le numéro et nous... nous... nous allons demander aux juridictions compétentes de nous rétablir dans nos droits, donc de rétablir le parti CDR dans ses droits eh... par voie judiciaire.

Donc, il y aura effectivement encore un procès et nous l'avons déjà préparé. Ce soir dans le... donc au... cette lettre fera le même objet de la demande avec les imputations dommageables eh... de madame UWILINGIYIMANA Agathe. Donc, c'est un procès qui aura lieu le même jour. Je vous remercie. [applaudissements].

- Orateur non identifié:

Je demande à la RTLM de patienter un tout petit peu, euh... monsieur BARAYAGWIZA aimerait ajouter quelque chose.

- Orateur Jean-Bosco BARAYAGWIZA, conseiller politique au sein de la CDR:

Oui, je... j'aimerais ajouter quelque chose qui vous paraîtra peut-être paradoxale euh...parce que ça tranche un peu avec ce que vient de dire maître Célestin. Euh... maître Célestin vient de dire que monsieur le directeur de l'ORINFOR nous... a répondu en fait à notre demande par un refus des droits de réponse. Moi, je dirais plutôt que monsieur le directeur de l'ORINFOR n'a pas répondu à notre demande. Au contraire, il s'est érigé en avocat de madame le premier ministre UWILINGIYIMANA en cherchant d'autres accusations qui s'ajoutent aux accusations de madame UWILINGIYIMANA Agathe. Donc, le directeur de l'ORINFOR n'a pas répondu en fait à notre demande de droit de réponse.

Est-ce que la demande de droit de réponse doit être satisfaite dans tous les cas?

Que le...le... le demandeur soit coupable ou pas, il doit avoir son droit à la parole. Ça c'est un droit inéliminable... inaliénable. Le directeur de l'ORINFOR n'a pas répondu à ce droit. Au contraire, il a ajouté dans le délit de madame le premier ministre en énumérant d'autres accusations dont il n'avait pas de preuves. Voilà pourquoi euh...maître NZABANDORA qui est avocat de notre parti,

il sera bien fondé de continuer non seulement à réclamer nos droits de réponse, mais encore à porter plainte contre le délit commis par le directeur de l'ORINFOR qui accuse gratuitement le parti CDR d'avoir provoqué certaines violences. C'est ce que je voulais ajouter.

- Orateur non identifié:

... À moins que...

(Musique)

- Orateur Philippe MBILIZI MULONDA:

...à Kigali, (fond musical), c'est ici que s'achève ce long reportage que nous avons jugé utile de vous passer en intégralité, compte tenu de l'importance des informations qu'il contient parce que beaucoup d'interrogations, beaucoup des questions ont été posées sur l'entrée ou non de la CDR sur les... euh... sur les crimes perpétrés contre les membres de ce parti, etc... etc...

Bientôt nous allons changer de disque et aborder, entamer une autre ambiance en complicité avec KAMANZI Laurent et ce sera pour tout à l'heure.

- Orateur Philippe MBILIZI, journaliste de la RTL:

Les fréquences magiques de la Radio télévision libre des mille collines, chers amis auditeurs bonsoir une fois de plus. Nous sommes la veille de Pâques (fond musical) et aujourd'hui vous avez droit à une ambiance.

Ce soir vous êtes en compagnie de KAMANZI Laurent à la partie technique, devant le micro: Philippe MBILIZI et Valérie BIMENYIMANA. Je vous dis encore bonsoir. Et on va commencer par ces notes là. On appelle ça galerie.

... un petit mot à dire. Voilà.

Orateur : NKOMATI Emmanuel, journaliste de la TRLM

Chers amis auditeurs il y a... il y a une personne qui nous avait apporté un communiqué, un certain Ayirwanda,... Commandant Ayirwanda, représentant de l'Association des anciens militaires

K01 69897

du Rwanda, est prié de bien vouloir passer ici demain matin pour... compléter son communiqué.
C'est tout ce que je voulais vous dire.

- Orateur **Philippe MBILIZI MULONDA:**

Voilà. Nous allons...(interruption)

(Hymne national du Rwanda).

FIN DE LA FACE B ET DE LA CASSETTE